

Mouvements migratoires, population active et transformation du marché du travail dans l'Union Européenne à moyen terme

Serge FELD¹

1. Introduction

Deux types de questions se posent concernant la nature et l'ampleur des migrations internationales en Europe dans un proche avenir: 1° Est-ce que le processus de mondialisation de l'économie va se traduire par une intensification des mouvements internationaux de travail; 2° Est-ce que le déclin démographique que connaissent les pays européens nécessite un recours massif à une migration de "remplacement" pour faire face aux problèmes de vieillissement de la population et de la main-d'œuvre?

L'Europe a connu depuis la fin de la guerre 1940-45 plusieurs phases migratoires bien distinctes (Arango 1998). La situation actuelle, caractérisée par la concrétisation de la libre circulation des ressortissants des pays-membres, l'accroissement du nombre de demandeurs d'asile, la croissance des flux de clandestins et le début du processus d'élargissement de l'Union européenne aux pays candidats de l'Europe centrale va générer des transformations du système migratoire qu'il est encore malaisé de définir. A un niveau très général, on estime qu'il y a actuellement 130 millions de personnes dans le monde qui vivent en dehors de leur pays d'origine, entre 2 à 3 millions d'individus s'expatriant chaque année. En valeur relative, le nombre de migrants ne représente que 2,3% de la population mondiale. Sur la période allant de 1965 à 1996, le nombre de migrants a progressé à un rythme annuel de 2,5% (Zlotnik,1998). En Europe de l'Ouest, l'effectif de la population étrangère par rapport à la population totale varie entre 1,5% en Espagne à 35% au Luxembourg. Les données les plus récentes rassemblées par le SOPEMI, bien qu'incomplètes, permettent de dégager la tendance générale pour les pays de l'OCDE et plus particulièrement pour l'Europe. Elles indiquent l'amorce d'un léger renversement de tendance depuis 1997 après une nette diminution des flux d'entrées

¹Département d'économie (GRESF) Université de Liège, 7Bd du rectorat Bat B31, 4000 Liège Belgique, (S.Feld@ulg.ac.be)

régulières durant les années précédentes. Les regroupements familiaux et les mouvements de réfugiés et demandeurs d'asile constituent l'essentiel des entrées ce qui explique, en partie, la volatilité de flux dépendant plus de facteurs politiques que de la situation économique. Pour 1997, selon les chiffres disponibles pour 9 pays de l'U.E (Belgique, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Suède et le Royaume- Uni) les entrées de personnes étrangères s'élevaient à 378.000, parmi lesquels 271.000 provenant d'autres pays de l'Union. Pour ces mêmes pays, le solde migratoire, chiffre plus significatif, s'élevait à 142.600 personnes étrangères. Pour la première fois depuis longtemps, le solde était négatif pour l'Allemagne (-21,800) ce qui s'explique par le mouvement de retour des réfugiés de l'ex-Yougoslavie (SOPEMI,1999). Dans une perspective générale, on peut considérer qu'il ne s'est pas produit d'accélération du processus migratoire. Cependant, d'après certains auteurs, on entrerait dans une période où la globalisation de l'économie, caractérisée par une multiplication des échanges des biens et services et des mouvements de capitaux aurait pour effet de générer un accroissement substantiel des mouvements migratoires internationaux (Stalker, 2000). Jusqu'à présent, on constate que cette tendance à une mondialisation des migrations ne se vérifie pas, tant du point de vue de l'intensification des flux, que de celui de leur diversification. On peut relever à cette exception deux types de causes "soit que la période d'observation s'avère trop courte pour que les contextes démographiques, économiques et politiques aient pu produire leur plein effet, soit que les effets d'interaction entre la migration et la mondialisation, diversifiés et contradictoires, ne permettent pas de dégager une tendance d'évolution indiscutable"(Tapinos,1998, p.14).

Le déclin démographique, inéluctable, a suscité de vives inquiétudes. Certaines études ont préconisé des politiques de recours massifs à l'immigration pour éviter une diminution de la population totale, ou d'autres objectifs tels que le vieillissement de leur structure par âge, la détérioration du ratio de dépendance, la diminution des effectifs d'âge actif ou encore une contraction du volume de leur main-d'œuvre. Il y a actuellement une quasi-unanimité de la littérature couvrant cette problématique démontrant l'impraticabilité d'assumer ces objectifs par un ajustement de l'immigration car cela impliquerait des flux d'un niveau inégalé à ce jour dans les pays d'accueil et des variations annuelles d'entrées d'une amplitude considérable (Feld, 2000).

Un récent rapport de l'Onu a défrayé les médias en présentant des simulations qui aboutissent à des niveaux d'immigration énormes. Ainsi, pour l'U.E, sur la période 2000-2050 il faudrait pour maintenir constant le volume de la population 47,5 millions de immigrants (soit un flux annuel moyen de 9490000), pour maintenir constant la catégorie d'âge 15-64 ans, l'apport devrait être de 79;3 millions (3;2 millions par an) et pour maintenir constant le ratio des 15-64 ans sur les plus de 65 et plus il faudrait 674 millions sur 50 ans soit 13,5 millions de migrants par an (UN.2000). On admettra que la vertu principale de cet exercice consiste à démontrer, par l'absurde, que certains objectifs démographiques sont irréalistes.

Il convient par ailleurs de préciser que les horizons temporels en question obéissent à des logiques différentes selon que l'on privilégie l'optique démographique, politique ou économique. Les changements démographiques s'inscrivent dans le long terme, les programmes politiques, au mieux, dans la durée d'une législature alors que la démarche économique répond aux déséquilibres du marché dans le court terme. Présenter deux chiffres à 50 ans d'intervalle risque de dissimuler les rythmes et les profils d'évolution de la population. Ainsi, il serait vain de modifier une politique migratoire maintenant parce qu' une courbe de population active connaîtrait, sous certaines hypothèses, une inflexion dans une vingtaine d'années.

C'est le moyen terme, c'est à dire la période de 2000 à 2020 qui nous semble la plus appropriée pour tracer les évolutions probables de l'offre et de la demande de travail.

2. L'Offre de travail

Les modifications qui vont affecter l'offre de travail résultent, d'une part, de déterminants démographiques dont les deux composantes sont le taux d'accroissement naturel de la population et le solde des mouvements migratoires, et d'autre part, de déterminants des comportements socio-économiques qui peuvent être synthétisés par les taux de participation au marché du travail selon l'âge et le sexe.

2.1 L'évolution de la population active

Nous présentons les résultats les plus significatifs d'un ensemble de projections de population active que nous avons réalisé pour 12 pays de l'U.E qui concentrent 95% des flux d'immigration. Pour une appréciation adéquate de l'impact de l'offre future de travail sur le marché du travail, on a désagrégé au niveau de chacun des pays, année par année, un éventail de scénarios plausibles. Présenter ces tendances à la fois dans leur durée et dans leur spécificité nationale permet de relever les principales inflexions de tendance et le rythme des changements.

On envisage 4 scénarios qui combinent, d'une part, 2 projections démographiques d'Eurostat et, d'autre part 2 scénarios d'évolution des taux d'activité réalisés également pour Eurostat. La variante taux d'activité "basse" suppose que les tendances passées vont se poursuivre modérément jusqu'en 2020. Elle implique aussi qu'il n'y aura pas de convergence des taux de participation par âge entre pays ni entre les sexes. La variante "haute" suppose un ensemble de facteurs assurant une croissance de la participation de toutes les catégories d'âge. Elle s'accompagne d'une forte convergence de la participation de la force de travail entre pays et entre sexes (Hofmann, Ifo Institute, 1995).

On dispose donc de 4 scénarios (voir annexe):

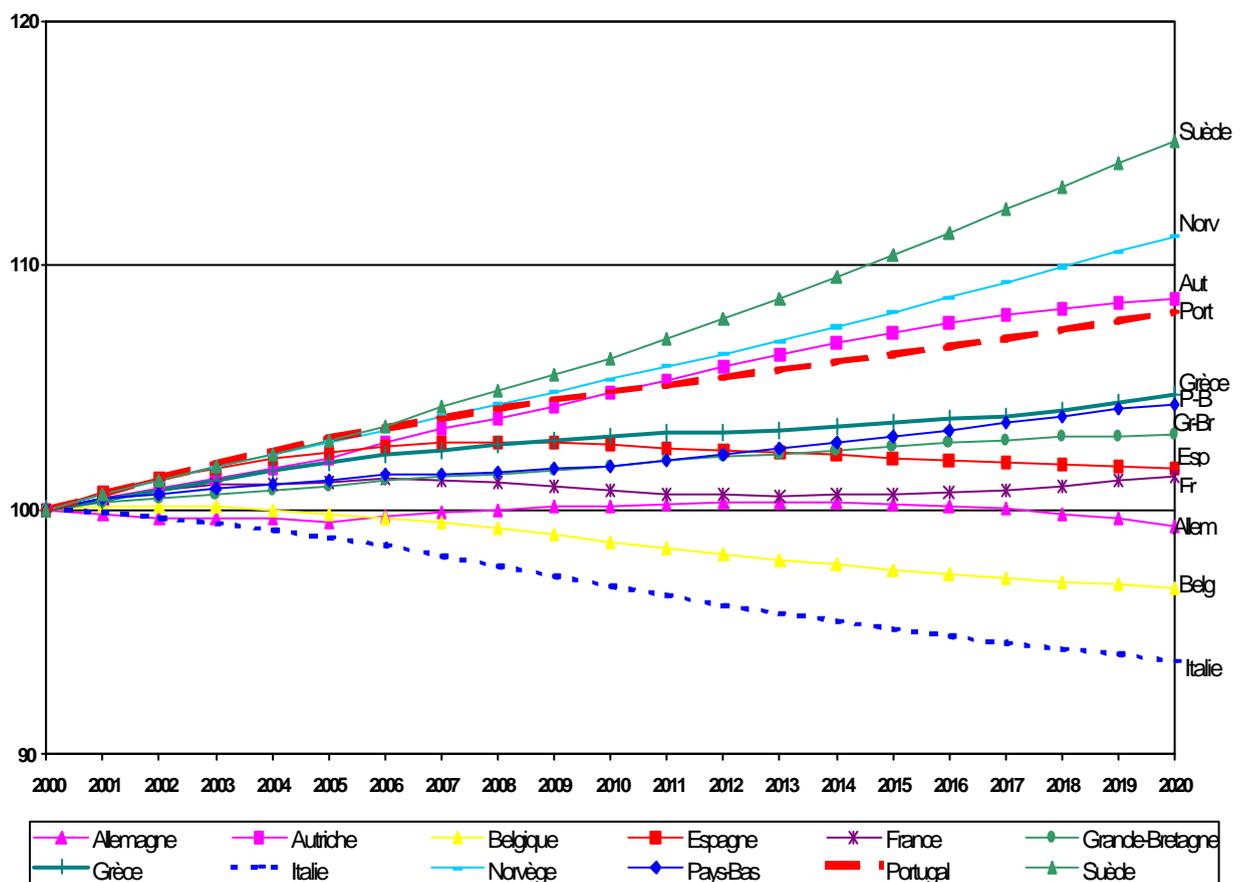
Scénario I : population “haut” (fécondité élevée, immigration forte soit 900.000 immigrants) et taux d'activité “haut”

Scénario II : population “bas” (fécondité basse, immigration faible soit 300.000 immigrants) et taux d'activité “bas”

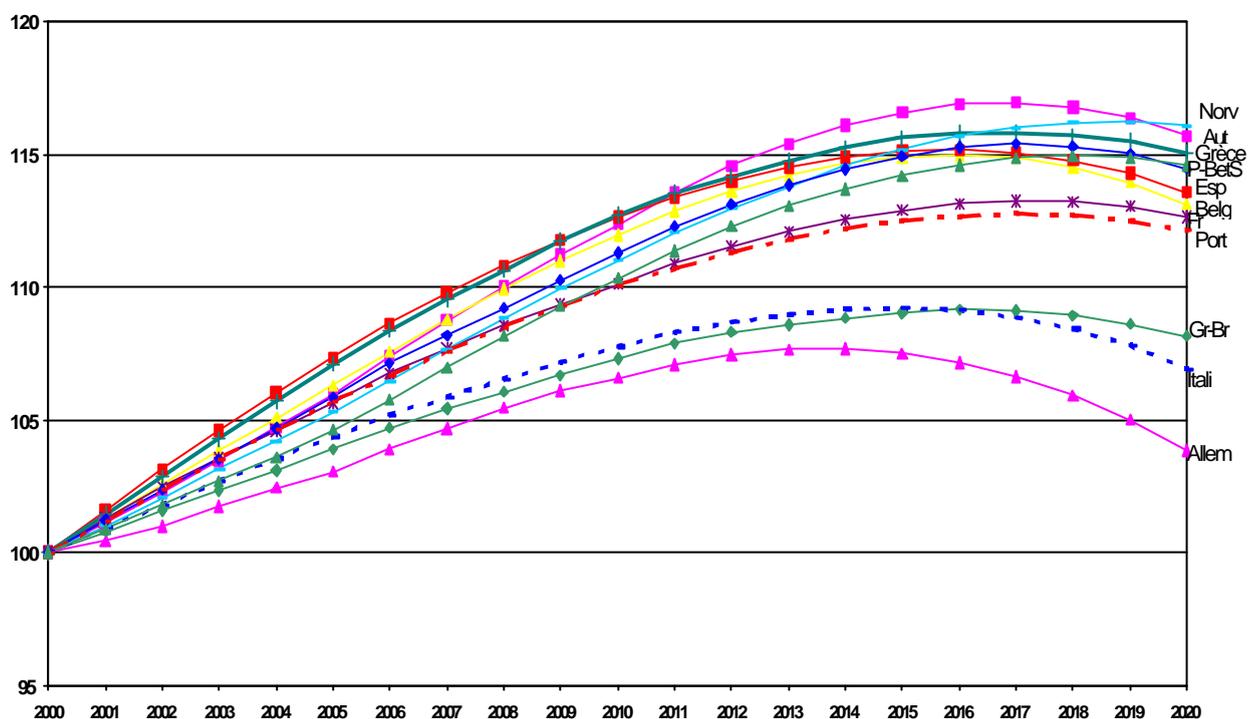
Scénario III : population “haut” et taux d'activité “bas”

Scénario IV : population “bas” et taux d'activité “haut”.

Projections de population active (HF) selon deux scénarios (2000-2020)
Scénario 3 : population haut et taux d'activité bas



Projections de population active (H-F) selon deux scénarios (2000-2020)
Scénario 4 : population bas et taux d'activité hauts



Une première constatation s'impose : pour tous les pays et pour chaque année jusqu'en 2020, le scénario I et le scénario IV garantissent, une croissance de la population active.

Cependant, le scénario I représente un cas de figure peu plausible. En effet, on perçoit mal la vraisemblance d'une combinaison de facteurs qui agiraient pour stimuler la croissance de la fécondité et l'augmentation de l'immigration et qui, simultanément, assureraient une hausse des taux d'activité de la population. Le scénario IV, par contre, correspond à une situation de compensation entre déclin démographique et augmentation de la participation à l'activité économique. Concrètement, il est raisonnable de se limiter aux scénarios intermédiaires III et IV et de considérer que l'évolution de la population active de chacun de ces pays s'inscrira dans les limites de l'éventail qu'ils présentent.

Le graph I illustre l'évolution de la population active selon ces 2 scénarios pour l'ensemble de ces pays. On a ramené la population active à la base 100 en 2000 pour chaque pays afin de faciliter les comparaisons en termes relatifs jusqu'en 2020.

Le scénario "démographie "haute" et taux d'activité "bas" indique que 3 pays subiront une diminution de leur population active à des moments différents, l'Italie dès la première année, la Belgique en 2004 et l'Allemagne après avoir oscillé autour du niveau de base de 2000 en 2017.

La majorité des pays enregistrent une croissance d'environ 5% sur la période, et 4 pays, le Portugal, l'Autriche; la Norvège et la Suède, une croissance élevée, le taux d'augmentation dépassant les 10% pour les 2 derniers. Manifestement, dans la mesure où il s'agit d'une durée assez courte, ce sont les événements démographiques des années antérieures qui, pour ce scénario, impriment la tendance générale assez régulière.

Par contre, pour le scénario démographie "bas" et taux d'activité "haut", on enregistre une croissance du volume de la population active pour l'ensemble des pays. Cette tendance est moins forte pour l'Allemagne, la Belgique et l'Italie, mais pour tous les autres pays, l'augmentation se situe entre 12% et 15% alors qu' on observe une inflexion générale vers une décroissance autour de 2016. Cependant, il convient de situer cette évolution dans une perspective historique: le volume de la population active n'a jamais été aussi élevé dans le passé. Ainsi, au cours des 25 dernières années, on a enregistré, en moyenne, une croissance annuelle de 0.7% de la population active pour l'ensemble des pays de l'Europe occidentale. Cette forte augmentation s'est inscrite dans une conjoncture de hausse considérable du chômage. Bien entendu, il ne s'agit nullement d'expliquer ce chômage par l'augmentation de la population active, mais on peut néanmoins relever que sa résorption fut largement freinée par la nécessité de procéder à des créations nettes d'emplois plus importantes.

Le tableau 1 permet de comparer les variations de volume, en chiffres absolus, de la population active de chacun des pays selon les 2 scénarios et de les mettre en rapport avec la grille de répartition des flux d'immigrants.

Essentiellement, dans le scénario IV, le facteur déterminant est l'augmentation significative des taux de participation féminine. Contrairement à une opinion largement répandue, on ne constate pas de relation inverse entre fécondité et participation au marché du travail. En effet la Suède(et les pays scandinaves) connaît des taux de fécondité au dessus de la moyenne européenne qu'elle combine avec les taux d'activité féminins les plus élevés; par contre l'Italie (et les Pays du sud européens) connaissent actuellement la fécondité la plus basse avec une participation des femmes au marché du travail.

Cela confirme la démarche consistant à ne pas traiter de manière globale les différents pays d'immigration.

Tableau 1: Population active entre 2000 et 2020 pour 12 pays d'Europe de l'Ouest selon les 2 scénarios médians

<u>Country</u>	Variation in active population (absolute numbers) 2020-2000		Predicted annual migration	
	Scen.3	Scen.4	Scen.3	Scen.4
Germany	-262,665	1,529,198	280000	100000
Austria	324,735	603,750	40000	15000
Belgium	-129,539	569,455	22000	9000
Spain	288,931	2,472,751	70000	25000
France	350,687	3,481,026	70000	25000
United Kingdom	896,227	2,472,442	60000	20000
Greece	202,437	688,724	40000	15000
Italy	-1,543,497	1,824,913	100000	30000
Norway	248,802	360,018	8000	5000
The Netherlands	314,168	1,101,936	50000	20000
Portugal	437,138	676,640	40000	15000
Sweden	689,592	669,451	40000	10000

Source EUROSTAT, 1991 & FELD S., 2000. "Active Population Growth and Immigration Hypotheses in Western Europe". *European Journal of Population* 16 : 3-40.

A cet effet, les "clusters" des scénarios d'uniformité et de diversité qui décrivent les systèmes de valeurs et de comportements démographiques apportent un éclairage utile à ce propos: relevons le modèle "maternalistique" des pays de l'Europe du Nord qui se caractérise par des niveaux d'activité très élevés des femmes, le modèle "pragmatique" de l'Europe de l'Ouest où la réussite matérielle occupe la première place et qui se situe à un niveau intermédiaire et le modèle "paternalistique" de l'Europe du Sud" caractérisé par une activité professionnelle féminine assez basse et une infrastructure déficiente de prise en charge des enfants en bas âge (Mellens,1999).

D'autres scénarios qui maintiennent constant le niveau de fécondité et le taux d'immigration mais qui envisagent une croissance des taux d'activité tendant en 30 ans vers celui de la Suède garantissent aussi à l'échéance de 2025 un accroissement de la population active de tous les pays d'Europe occidentale (MacDonald et Kippen,2000).

Ce sont donc les déterminants de la participation des hommes et des femmes des générations anciennes et des générations récentes au marché du travail que l'on doit cerner.

2.2 Diversité et évolution des taux d'activité

Par ailleurs, il ne faut pas s'attendre à ce que les évolutions contrastées de population active entre ces pays s'atténueront grâce à un accroissement des migrations intra- communautaires. En effet, depuis la mise en oeuvre des dispositions garantissant la libre circulation des ressortissants de l'U.E, les

migrations entre les pays -membres ont diminué du fait simplement de la convergence des situations socio-économiques. Au-delà même des déséquilibres intra-régionaux communautaires, on constate aussi que les déséquilibres entre régions d'un même pays ne provoquent pas de vastes mouvements de population. La propension à migrer est très faible, les résultats du calcul coût-bénéfice indiquant un avantage à la non-mobilité. Parmi ces éléments, on relèvera que les populations concernées peuvent bénéficier de mécanismes de compensation qui réduisent les écarts de niveau de vie (notons également que la féminisation de la main-d'œuvre constitue un frein à la mobilité géographique): au niveau national, les Etats ont, d'une part, généralement mis en oeuvre des politiques de reconversion des régions en déclin économique et d'autre part intensifié la couverture des prestations de la Sécurité Sociale; au niveau communautaire, les budgets considérables des fonds structurels de l'U.E ont largement stimulé l'activité économique et l'emploi des régions bénéficiaires. Cette assez faible mobilité interne impose t-elle un recours plus intensif à l'apport extérieur? Certes la migration internationale pourrait fournir une plus grande plasticité dans la répartition de la main-d'œuvre mais, comme on l'a indiqué, les déficits éventuels seront très réduits et circonscrits à certaines activités spécifiques. Des mesures favorisant le taux d'activité ainsi que des incitants salariaux peuvent s'avérer suffisants pour y faire face. Dans ce contexte aussi, les situations risquent d'être très différentes selon les régions et les pays.

La question essentielle consiste par conséquent à dégager les tendances d'évolution de taux d'activité. Plusieurs remarques s'imposent à cet effet. D'abord, l' U.E (à l'exception des pays nordiques), accuse en moyenne une différence significative des niveau d'activité des hommes et des femmes par rapport aux Etats-Unis (69,0% contre 77,2%). Le déclin récent de ces taux globaux d'activité s'explique par des facteurs qui ont probablement déjà sorti tous leurs effets au cours des 10 dernières années telle que la chute de la participation des jeunes de 15 à 24 ans et la forte diminution de la participation des hommes et des femmes de 55 à 64 ans qui se situe en 1999 à 41,7% (OCDE, Perspectives de l'emploi, 2000: 221). Les programmes de préretraites destinés à éviter le chômage des travailleurs âgés touchés par les grandes restructurations dans l'industrie et les services ont probablement atteint leur limites. On peut s'attendre en outre à ce que l'augmentation du niveau général d'éducation va influencer positivement les taux de participation des catégories plus âgées des prochaines générations. Ainsi, peut- déjà relever que dans l'U.E pour la catégorie d'âge 55 à 64 ans, 46% des hommes avec une éducation de base étaient actifs en 1997, ce pourcentage passant 63% pour ceux qui avaient atteint un niveau d'enseignement secondaire et à 67,5% pour ceux qui avaient un niveau universitaire. Pour les femmes, la différence est encore plus marquée: 22,5% seulement d'actives pour celles qui ont une éducation de base et 52% pour les universitaires (L'Emploi en Europe, 1999). D'une manière générale, le taux de non-emploi est relativement élevé en Europe occidentale (Gesano 1999) et, ne fut- ce que pour faire face au problème du financement des retraites dans les prochaines décennies, l'Union Européenne à son récent Sommet de Lisbonne s'est fixé des objectifs ambitieux pour réduire ce phénomène. Ainsi, le programme d'emploi de l'U.E envisage d'atteindre un taux moyen d'activité de 70% en 2010 et de 78% en 2040 pour tous les pays (Fotakis, 2000).

Cette volonté affirmée d'une mobilisation plus intense d'une main-d'œuvre potentielle sous-employée, principalement dans les catégories plus âgées présente une alternative plus souple et donc plus acceptable que le relèvement de l'âge de la retraite souvent proposé comme réponse aux problèmes de financement des retraites.

3. Transformation de la demande de travail

L'ampleur, l'impact et la nature des mouvements migratoires dans une Europe engagée dans un processus d'élargissement aux pays de l'Europe centrale et qui s'efforce en même temps de concrétiser et même de renforcer les accords de partenariat avec l'ensemble des pays méditerranéens ne peuvent faire l'objet d'une évaluation précise et complète. On peut néanmoins s'efforcer de dégager quelques tendances de l'articulation probable qui s'établira entre migrations et transformation du marché du travail.

3.1 La fin de la segmentation du marché du travail ?

Selon la théorie de la segmentation du marché du travail (Piore, 1979) les migrations internationales résultent non pas de facteurs d'offre des pays d'origine mais d'une demande permanente et nécessaire de travailleurs migrants inhérente à la structure économique des pays industrialisés. Brièvement, plusieurs facteurs contribueraient à entretenir cette demande structurelle.

Premièrement, les salaires ne reflètent pas seulement l'offre et la demande de travail mais déterminent aussi le statut social des travailleurs. Par conséquent, pour faire face à un déficit de main-d'œuvre non-qualifiée, il n'est pas possible d'augmenter leurs salaires si l'on souhaite maintenir la hiérarchie des emplois et éviter un phénomène d'inflation structurel; dans ce cas, seule l'importation de travailleurs étrangers à bas salaires est envisageable.

Deuxièmement, la main-d'œuvre nationale refuse les emplois situés aux derniers échelons de la hiérarchie, un manque de motivations associé à la pénibilité des tâches ainsi que l'absence de perspectives réelles de promotion la détournerait de ces emplois que seuls les immigrants accepteraient de remplir, pour diverses raisons, du moins au début de leur séjour.

Troisièmement, l'économie des pays industrialisés se caractériserait par une structure de production dualiste avec la coexistence, d'une part d'un secteur primaire à forte intensité capitaliste et d'un secteur secondaire à forte intensité laboriste. Les travailleurs du secteur primaire jouiraient d'emplois stables, de rémunérations élevées, de solides protections de l'emploi et d'une accumulation d'un stock de capital utile aux employeurs. Les travailleurs du secteur secondaire ont une faible productivité, des emplois instables et sous qualifiés, ils peuvent être licenciés sans coût trop élevé en

cas de retournement conjoncturel. Pour faire face aux déficits de main-d'œuvre dans ce secteur, les employeurs auraient eu recours à l'immigration.

Cette analyse conserve-t-elle encore sa pertinence dans le contexte actuel de l'Europe occidentale? D'un point de vue théorique, elle suppose que l'immigration est uniquement le résultat de facteurs de demande dans les pays d'accueil. Elle s'inscrit dans une période caractérisée par les politiques actives de recrutement de main-d'œuvre par les employeurs et les gouvernements. Ces politiques de recrutement ont cessé et les migrants ces dernières années se déplacent généralement de leur propre initiative et non pas nécessairement pour occuper des postes de travail vacants.

Le modèle d'une segmentation totale s'inscrivait dans le contexte des embauches massives dans le secteur industriel structuré en grandes unités de production employant des travailleurs immigrés sous-qualifiés. Il résiste mal aux transformations subies par le marché du travail du fait d'abord de l'explosion du chômage au début des années 80 et ensuite de la recomposition des secteurs et des entreprises sous l'impact de nouvelles technologies. En outre, il implique une distinction excessive entre les travailleurs nationaux et les primo-migrants considérés comme une offre de travail homogène.

Les transformations du rôle de la main-d'œuvre immigrée résultent de deux évolutions majeures: premièrement, la diminution de la concentration sectorielle de la main-d'œuvre étrangère et deuxièmement, le déclin des emplois salariés et la croissance du travail "indépendant". L'analyse sur une vingtaine d'années des changements dans la répartition sectorielle entre la main-d'œuvre nationale et la main-d'œuvre d'origine étrangère montre que la concentration dans les secteurs traditionnels tend à se réduire (Sopemi,1996,97). En examinant l'emploi des travailleurs étrangers par nationalité et selon l'ancienneté de leur installations, on constate une diffusion de cette main-d'œuvre vers un éventail relativement large d'activités (Feld & Lannoy 1999).

Il serait hasardeux de prévoir les évolutions sectorielles de la demande de travail étranger dans chaque pays européen. L'évolution des branches d'activité dépend des avantages comparatifs, des flux intra-sectoriels, des pesanteurs historiques etc. Les déterminants de l'embauche de travailleurs étrangers sont spécifiques à chaque pays et doivent être analysés en fonction des contraintes locales pour chaque marché du travail sectoriel.

La demande actuelle de travail, national ou étranger, s'inscrit, par ailleurs, dans la tendance à l'accroissement des formes de flexibilité concrétisée par la généralisation de la sous-traitance, du travail intérimaire, des services aux personnes, des pratiques d'externalisation de la gestion d'une partie de plus en plus importante de leur main-d'œuvre par les entreprises, et par l'augmentation du nombre de travailleurs au statut d'indépendant (OCDE, 2000). Cette croissance de l'économie informelle et, dans une certaine mesure de l'économie souterraine dans un grand nombre de pays

d'immigration, serait, si pas la cause, du moins un des facteurs important de la dynamique de l'immigration clandestine.

Entre l'accès vers le marché primaire et celui vers le marché secondaire, un troisième créneau a fait l'objet d'analyses presque exclusivement aux USA.

Il s'agit du processus d'émergence d'enclaves "ethniques". Les facteurs garantissant la création et la perpétuation de ces enclaves semblent plutôt s'inscrire dans la réalité migratoire des Etats Unis et ne présenteraient que des aspects très atténués en Europe.

Plus prometteuse que l'analyse de l'"économie d'enclave" qui repose sur des hypothèses assez contraignantes, l'approche par l'analyse des réseaux permet de mieux rendre compte de la réalité migratoire actuelle en Europe. Elle souligne le rôle essentiel de la présence de communautés étrangères dans les pays d'accueil. L'émergence des services personnels et des services aux moyennes entreprises représente un des principaux créneaux à l'embauche de travailleurs originaires de pays du Sud de l'Est. Un grand nombre d'entre eux sont engagés, dans une première phase, par des employeurs originaires du même pays qu'eux. Le recrutement s'inscrit de la sorte dans des circuits caractérisés par une dynamique autonome par rapport aux facteurs d'appel initiaux des pays d'accueil. Le degré d'intégration de ces communautés et leur capacité à mobiliser des ressources humaines et financières importantes représentent, à cet égard, des atouts fondamentaux.

L'analyse en terme de réseaux migratoires est riche d'enseignements à cet égard. On peut en proposer la définition suivante: "les réseaux de migrants sont constitués de liens interpersonnels qui relient les migrants, les anciens migrants et les non migrants des régions d'origine et de destination à travers des liens de parenté, d'amitié et de communauté d'origine commune. Ils accroissent les probabilités de mouvements internationaux parce qu'ils réduisent les coûts et les risques des déplacements et ils accroissent le revenu net escompté de la migration. Les interrelations au sein des réseaux constituent une forme de capital social que les gens peuvent utiliser pour avoir accès à un emploi étranger".(Massey & al 1993). Cependant, on peut envisager que dans le contexte nouveau que va connaître l'Europe occidentale à l'occasion du processus d'élargissement, l'activation de ces réseaux n'aboutisse pas uniquement à stimuler l'immigration définitive. Si les obstacles à l'entrée et au séjour disparaissent pour certains ressortissants de pays candidats, la structuration en réseaux réduit le bénéfice de départs définitifs et rendrait plus opérant et plus avantageux (via la disposition de canaux d'information, de mécanismes d'assurance, le raccourcissement des procédures de recherche d'un emploi et donc les périodes de chômage) l'organisation de mouvements de main-d'œuvre temporaire d'une certaine ampleur.

3.2 La nouvelle économie et les migrations en Europe

Il faut s'efforcer de prendre la mesure de deux phénomènes importants, d'une part l'impact des nouvelles technologies sur la structure de l'emploi, et d'autre part, les effets de la mondialisation sur la localisation des activités pour éclairer les perspectives de la demande de travail en général et de la demande de travail étranger en particulier.

3.2.1 Le niveau de qualification

Les nouvelles technologies impliquent une augmentation de la main-d'œuvre hautement qualifiée. Le glissement dans la structure de la main-d'œuvre est un processus déjà largement en cours, cependant il est malaisé de déterminer avec précisions les besoins futurs au niveau des professions et des types de qualification. Alors que les USA ont précédé l'Europe dans ce processus, les dernières données n'indiquent pas de différences significatives avec l'U.E en ce qui concerne la répartition entre les grandes catégories professionnelles. Ainsi, pour 1997, les "cadres spécialistes et techniciens" représentaient aux USA 25,3% et dans l'Union européenne 21,1% de la population en âge de travailler. Les chiffres pour les travailleurs manuels sont de 22,4% et 23,0% et pour les "manœuvres et agents non qualifiés" de 4,7% et 5,5% (L'emploi en Europe, 1999). Le Bureau of Labour Statistics des USA a fait des projections de l'emploi par profession jusqu'en 2006 qui peuvent fournir des indications quant aux perspectives en Europe. La tendance qui se dégage est celle d'une augmentation de 1% par an des emplois manuels faiblement qualifiés et d'un peu plus de 2% par an des "cadres, spécialistes et techniciens". Il semble hasardeux de tenter, avec plus de précision, des projections sectorielles de l'éventail des niveaux de qualification. Il se produira certainement un mouvement général de requalification mais aussi de déqualification à partir d'une évaluation du contenu des tâches au sein des entreprises.

Il est possible que dans l'industrie et dans les services une recomposition de la structure des professions se traduira par un gonflement de la catégorie des travailleurs semi-qualifiés et de niveau intermédiaire. Ce sont essentiellement les niveaux des rémunérations et les conditions de travail proposés qui détermineront l'équilibre entre l'offre et la demande de ces nouvelles catégories de travailleurs.

Si dans les pays traditionnellement d'immigration comme les Etats-Unis ou le Canada, on constate une chute du niveau de qualification des flux migratoires, l'inverse semble se manifester en Europe. Les enquêtes montrent, par exemple, que les demandeurs d'asile se caractérisent par un niveau de scolarisation assez élevé. Les mouvements de migrants issus des régions urbaines des pays du Sud sont en partie constitués de cadres et de professions libérales victimes des politiques d'ajustements

structurels, et ceux de l'Europe Centrale et de l'Est présentent également un niveau de qualification relativement élevé.

La situation actuelle se caractérise, dans quelques pays, par un déficit important de personnel dans les professions liées aux services informatiques. Ce déficit a incité le patronat à proposer d'infléchir les politiques restrictives d'immigration de travail. Les propositions concernent les procédures de recrutement limitées de l'immigration temporaires pour ces catégories de main-d'œuvre. Le cas le plus significatif concerne la procédure récemment mise en place en Allemagne de "green card" à l'instar de ce qui se passe aux USA.. Deux questions se posent à ce sujet; premièrement, s'agit-il des prémisses de l'organisation d'une immigration sous forme de quotas basé sur les compétences; deuxièmement, va-t-on voir se développer un nouveau phénomène de "Brain-Drain" dont seraient cette fois les bénéficiaires les pays d'Europe occidentale? Si effectivement se développe ce mouvement d'"exode des compétences", on devrait pouvoir intégrer les coûts qu'en subissent les pays fournisseurs dans un mécanisme de compensation. Ce mécanisme pourrait trouver sa place dans le cadre des négociations avec les pays-candidats sur les programmes de coopération scientifique au sein de l'Union européenne.

3.2.2 Mondialisation et localisation

La révolution technologique rend plus facile la mobilité internationale du travail mais en même temps elle peut la rendre inutile

La recherche d'une plus grande compétitivité des entreprises et l'internationalisation croissante des échanges peuvent agir sur l'intensité des flux migratoires de différentes manières .

Premièrement, des entreprises ont adopté des stratégies de redéploiement axées sur la délocalisation de la production. Les investissements dans des pays à bas niveau de salaire et à législation sociale plus laxiste ont permis d'abaisser les coûts de production et de conserver des parts de marché. Il est très difficile de mesurer l'impact réel des délocalisations sur les mouvements d'immigration.

Deuxièmement, dans les secteurs en déclin, des entreprises marginales aux prises à la concurrence et à la chute de leur productivité, ne peuvent se maintenir qu'en recourant à une main-d'œuvre bon marché et non organisée. L'utilisation d'immigrants clandestins s'avère la voie offerte à ces entreprises qui ne disposent pas des ressources pour moderniser leurs équipements. La main-d'œuvre immigrée constitue dans ces cas un facteur de production indispensable au maintien de l'emploi des travailleurs nationaux dans des secteurs ou des régions en déclin.

Troisièmement, les transformations récentes des processus de production permettent de décomposer les chaînes de production en segments autonomes qui n'ont plus besoin d'être localisés dans la même unité de production. Il ne s'agit pas dans ce cas d'investissement de délocalisation d'unités complètes

mais de phases qui tout en s'intégrant dans le processus productif peuvent être organisées de manière autonomes dans d'autres pays.

L'informatisation et le développement des télécommunications donnent la possibilité aux entreprises multinationales de déplacer des gammes d'activités de services dans des pays à bas niveau de salaire qui disposent d'une main-d'œuvre hautement qualifiée abondante. Il en résulte que le personnel hautement qualifié de certains pays en développement intègre le marché interne des grandes entreprises sans, dans ce cas, favoriser le brain-drain . Il n'est pas possible d'estimer dans quelle mesure ce phénomène récent de découplage des activités de services et la possibilité de leur "déterritorialisation" influencera la demande d'immigrants hautement qualifiés ou disposant des qualifications intermédiaires internationalement standardisées.

En conclusion, l'analyse des migrations internationales en Europe occidentale doit être envisagée selon des paradigmes nouveaux. Cela signifie qu'il y a une déconnexion presque totale entre mouvements migratoire et facteurs démographiques et économiques. On a montré que des objectifs démographiques tels que empêcher le vieillissement de la population ne peuvent être résolus par les flux migratoires. En ce qui concerne l'offre de travail, toutes les prévisions indiquent qu'il n' y aura pas de déficit de main-d'œuvre d'ici 2020 dans la plupart des pays. La demande de travail sera influencée par les progrès technologiques et les conditions du marché du travail mais ne nécessitera pas de mouvement d'immigration de grande ampleur. Fondamentalement, les déterminants de l'immigration seront essentiellement de nature politique. Déjà maintenant, une partie substantielle des flux résulte des demandes d'asile et des régularisations d'illégaux. Par contre, on peut prévoir qu'il se développera une nouvelle forme d'immigration de nature temporaire entre pays de l'Europe centrale et de l'Est et l'Europe des 15. Une autre source de déséquilibre proviendra de la perte de personnel qualifié des ces pays ce qui pourrait nécessiter, pour y remédier, d'améliorer les programmes d'aide à la recherche et à l'infrastructure scientifique dans un cadre communautaire .

Bibliographie

- Arango, J., 1998. "Coming to terms with European Migration" in Massey, D., Arango, J., et al., *Worlds in Motion*, Clarendon Press, Oxford, pp108-133.
- Commission Européenne, 1999. *L'emploi en Europe, 1999*. Emploi et Affaires Sociales, Luxembourg, 156p.
- Feld, S. et Lannoy, F., 1999. "Concentration sectorielle et diffusion du travail étranger. L'évolution sectorielle de la main-d'œuvre étrangère en Belgique ". *European Population Conference*, The Hague, novembre 1999, 20p.
- Feld, S., 2000, "Active Population Growth and Immigration Hypotheses in Western Europe". *European Journal of Population* 16 : pp3-40.
- Fotakis, C., 2000. "Demographic ageing, employment growth and pensions sustainability in the EU : the option of Migration". *Expert group meeting on Policies Responses to Population ageing and Population decline*. U.N, New York, UN/POP/PRA/2000/21, 16-18 october 2000, 13p..
- Gesano, G., 1999. "Who is working in Europe ? in Unity in diversity", vol.1, EAPS. *European Population Conference*, The Hague, Kluwer academics, pp77-139.
- Hofmann, H., 1995. *Long Term Labour Force Scenarios for the European Community*. IFO, Institute for Economic Research, Munich, Dec. 1993, 69-84.
- MacDonald, P et Krippen, R., 2000. *The implications of Below fertility for labour supply and International migration 2000-2050*, paper presented at the Annual Meeting of the Population Association of America. Los Angeles, march 25 2000, 19p.
- Massey, D. et al., 1993. "Social structure, household strategies and the cumulative causation of migration". *Population Index* 56(81): 3-26.
- Mellens, M., 1999. *Determinants of Demographic Behaviour in Europe : one continent, different worlds*, The Hague, EAPS. *European Population Conference*, vol 2, pp 33-44.
- OCDE, 2000. *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*. Paris, 242p.
- Piore, M., 1979. *Birds of Passage : Migrant Labor and Industrial Societies*. Century University Press, New York.
- SOPEMI, 1994. *Tendances des migrations Internationales, Rapport annuel 1993*. OCDE Paris, 256pp.
- SOPEMI, 1997. *Tendances des migrations Internationales, Rapport annuel 1996*. OCDE Paris, 286pp.
- SOPEMI, 1998. *Tendances des migrations Internationales, Rapport annuel 1997*. OCDE Paris, 274pp.
- Stalker, P., 2000. "Workers without Frontiers. The impact of Globalisation on International Migration". Genève, ILO, 161p.

- Tapinos., G., 1998. “ Peut-on parler d’une mondialisation des migrations internationales ? “. *Conférence Internationale sur la mondialisation, les migrations et le développement*. DEELSA/ELSA/MA (98)2. OCDE, Lisbonne, 13 novembre 1998, 25p.
- United Nations, 2000. *Replacement Migration*. New York, Population Division, ESA/P/W.P.160, 143p.
- Zlotnik, H., 1998. “ International migration 1965-96 “. *Population and development Review* 24(3) : 429-468.

Annexes

The two scenarios based on projections made by Eurostat are taken from the detailed data appearing in: *'Background Papers on Fertility, Mortality and International Migration under Two Long Term Population Scenarios for the European Community'*; Eurostat, International Conference on Human Resources in Europe at the Dawn of the 21st Century, Luxembourg 27-29 November, 1991; and Eurostat and EFTA, *Two Long Term Population Scenarios for the European Free Trade Association*, Luxembourg, December, 1993.

As far as *fertility* is concerned, the total fertility rate in 2020 is according to the high and low hypotheses: 1.8 and 1.3 for Germany, 1.9 and 1.4 for Austria, 2.0 and 1.5 for Belgium, 1.9 and 1.4 for Spain, 2.2 and 1.6 for France, 2.1 and 1.6 for Greece, 1.8 and 1.3 for Italy, 2.0 and 1.5 for Norway, 2.0 and 1.5 for the Netherlands, 2.0 and 1.5 for Portugal, 2.2 and 1.7 for the United Kingdom and 2.2 and 1.7 for Sweden.

As far as mortality is concerned, projections of life expectancy give *as an average for all countries* a high variable E_0 in 2020 of 78 years for men which represents a 5.4 year increase over 1990 and 83 years for women, representing an increase of 4.1 years. In the low hypothesis, the male E_0 will stabilise in the year 2000 at 73.2 years and the female E_0 at 79.6 years.

As regards international *migrations*, the extrapolations of net migrations for each country are based on factors bearing on the labour market, the presence of immigrant communities, existing restrictions, legislation, control policies, the current distribution of asylum seekers, the extent of family reunification, etc...

The distribution of migrants in the 12 member States of the European Union plus those of the EFTA for a total of 900,000 immigrants annually (high hypothesis) and for 300,000 immigrants (low hypothesis) is as follows: Germany: 280,000/100,000, Austria: 40,000/15,000, Belgium: 22,000/9,000, Spain: 70,000/25,000, France: 70,000/25,000, Greece: 40,000/15,000, Italy: 100,000/30,000, Norway: 4,800/5000, Netherlands: 50,000/20,000, Portugal: 40,000/15,000, United Kingdom: 60,000/20,000 and Sweden: 40,000/10,000.

The scenarios for the working population are based on the demographic scenarios of Eurostat (see 1) and the scenarios for the rate of participation in the workforce produced for Eurostat by Hofmann H., *'Long Term Labour Force Scenarios for the European Union'*, Ifo Institute for Economic Research, Munich, April 1995. Calculation methods and the hypotheses for high and low variants are outlined in Chapter 7, pp.68-113.

Figure 1 : Growth of the labour force in four scenarios 1990=100, Eurostat (1991 and 1993)

